

Avis officiels

Cour d'arbitrage

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, p. 7947.

Schiedsgerichtshof

Bekanntmachung, vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedsgerichtshof, S. 7948.

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 7948. — Direction du Moniteur belge. Brochures et tirés à part, p. 7948. — Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 27 avril 1989, nos C107 et L114 et du 28 avril 1989, nos C108 et L116, p. 7949.

Ministère des Finances

Administration de la trésorerie. Emprunt à lots 1923. Tirage n° 395 du 20 avril 1989, p. 7953. — Emprunt à lots 1933. Tirage n° 367 du 18 avril 1989, p. 7954. — Emprunt à lots 1938. Tirage n° 379 du 20 avril 1989, p. 7954. — Situation mensuelle du trésor. Situation au 31 décembre 1988. Erratum, p. 7955.

Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique

Circulaire du 25 avril 1989. Mandataires communaux atteints de cécité. Assistance dans l'accomplissement de leur mandat. Scrutin secret, p. 7955. — 28 avril 1989. Election du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juin 1989. Formules, p. 7955.

Officiële berichten

Arbitragehof

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, bl. 7948.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 7948. — Bestuur van het Belgisch Staatsblad. Brochures en overdrukken, bl. 7948. — Inhoud van het *Publiekatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 27 april 1989, nrs. C107 en L114 en van 28 april 1989, nrs. C108 en L116, bl. 7949.

Ministerie van Financiën

Administratie der thesaurie. Lotenlening 1923. Loting nr. 395 van 20 april 1989, bl. 7953. — Lotenlening 1933. Loting nr. 367 van 18 april 1989, bl. 7954. — Lotenlening 1938. Loting nr. 379 van 20 april 1989, bl. 7954. — Maandelijkse schatkisttoestand. Toestand op 31 december 1988. Erratum, bl. 7955.

Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt

Omzendbrief van 25 april 1989. Blinde gemeenteraadsleden. Bijstand bij het vervullen van hun mandaat. Geheime stemming, bl. 7955. — 28 april 1989. Verkiezing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 18 juni 1989. Formulieren, bl. 7955.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 89 — 881

21 AVRIL 1989. — Arrêté royal relatif à la sécurité et aux conditions de travail du personnel occupé dans les exploitations à ciel ouvert des mines et des carrières, ainsi que dans leurs dépendances

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées le 15 septembre 1919, notamment l'article 76, modifié par la loi du 10 août 1948 et par l'arrêté du Régent du 23 août 1948;

Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, notamment l'article 1er, § 1er, modifié par les lois des 17 juillet 1957 et 16 mars 1971;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la sécurité minière;

Vu l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

Vu l'avis de la Commission nationale mixte des mines;

Vu les avis de la section d'administration et de la section de législation du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « exploitant », la personne, morale ou physique, titulaire d'une permission ou d'une autorisation d'exploiter une mine à ciel ouvert ou une carrière à ciel ouvert, ainsi que les dépendances de celles-ci;

2° « travailleur », la personne qui, liée ou non par un contrat de travail, effectue du travail sous l'autorité d'une autre personne ou dans des conditions similaires à celles d'un contrat de travail;

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 89 — 881

21 APRIL 1989. — Koninklijk besluit betreffende de veiligheid en de arbeidsvoorwaarden van het personeel tewerkgesteld in de ontgoringen in open lucht van de graverijen en de groeven en in hun aanhorigheden

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd op 15 september 1919, inzonderheid op artikel 76, gewijzigd bij de wet van 19 augustus 1948 en bij het besluit van de Regent van 23 augustus 1948;

Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, inzonderheid op artikel 1, § 1, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1957 en 16 maart 1971;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid in de mijnen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen;

Gelet op het advies van de Nationale Gemengde Mijncommissie;

Gelet op de adviezen van de afdeling administratie en van de afdeling wetgeving van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan en Onze Staatssecretaris voor Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « exploitant », de rechtspersoon of de natuurlijke persoon, houder van een toestemming of vergunning om een graverij in open lucht of een groeve in open lucht, evenals de aanhorigheden ervan te exploiteren;

2° « werknemer », de persoon die arbeid verricht, al dan niet door een arbeidsovereenkomst gebonden, onder het gezag van een andere persoon of in gelijkaardige voorwaarden als die van een arbeidsovereenkomst;

3° « travaux d'exploitation », les travaux qui concourent à la mise à fruit du gisement, tels que prospection, découverte, abattage, transport, préparation, transformation et valorisation des produits extraits et entretiens;

4° « firme extérieure », l'entreprise qui effectue des travaux dans la mine, la carrière ou dans leurs dépendances visées au 1° avec des personnes qui ne font pas partie du personnel de l'exploitant.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable à tout exploitant qui se propose d'occuper des travailleurs ainsi qu'aux travailleurs de l'exploitant ou d'une firme extérieure.

Art. 3. L'exploitant fait déclaration de l'occupation de travailleurs à l'ingénieur en chef-directeur des mines compétent de l'administration des mines.

Cette déclaration, qui doit être faite avant la première occupation de travailleurs, indique les procédés et installations à mettre en œuvre. Il y est joint :

— en double expédition, un plan indiquant la disposition de ces installations;

— la lettre de désignation de l'agent responsable mentionnée à l'article 4, alinéa 2.

L'ingénieur en chef-directeur des mines donne acte de la déclaration. Ce document, qui est une condition préalable à l'occupation mentionnée, le cas échéant, les conditions particulières à observer en ce qui concerne la sécurité et les conditions de travail de ces travailleurs.

Une nouvelle déclaration est nécessaire en cas de modification notable des procédés et installations mis en œuvre ou après un arrêt des travaux d'exploitation d'au moins deux années consécutives.

Dans les établissements régulièrement en exploitation au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté et où sont occupés des travailleurs, la permission ou l'autorisation d'exploiter tiennent lieu de déclaration pour autant qu'elles comportent des conditions destinées à assurer la sécurité de ces travailleurs.

Art. 4. Les travaux sont effectués sous l'autorité d'un agent responsable désigné par l'exploitant à l'ingénieur en chef-directeur des mines.

La lettre portant désignation de l'agent responsable est contresignée par cet agent pour acceptation.

L'agent responsable a pour mission de veiller à l'observation du présent arrêté et, de manière générale, de tout règlement dont l'administration des mines est chargée d'assurer l'exécution. Il ordonne toutes les mesures jugées nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs et pour améliorer les conditions de travail, soit de sa propre initiative, soit à l'intervention de l'ingénieur en chef-directeur des mines ou de son délégué.

Il peut se faire assister par un ou plusieurs adjoints placés sous ses ordres et dont il définit explicitement par écrit la mission dont il les rend responsables. Ces adjoints contresignent pour acceptation l'ordre de mission.

Les travaux autres que les travaux d'exploitation, réalisés par une firme extérieure, sont également effectués sous l'autorité de l'agent responsable visé à l'alinéa 1er; dans ce cas, celui-ci peut charger, par écrit, de tout ou partie de ses attributions et de sa mission, une personne qui lui est désignée par cette firme extérieure, dans les formes définies à l'alinéa 2.

Art. 5. L'enlèvement des terres de couverture précède l'abattage du gisement.

Lorsque la présence de végétation peut présenter un danger pour le personnel, cette végétation est préalablement enlevée.

Le front de la découverte des terres de couverture est profilé de manière à éviter les ruptures de talus pouvant amener des éboulements au pied du front d'abattage. Entre le pied du front de la découverte et le front d'abattage est maintenue une banquette d'une largeur au moins égale à deux mètres.

Art. 6. La hauteur et l'inclinaison des fronts d'abattage sont fixées par l'agent responsable en vue de prévenir les chutes inopinées de terres ou de rochers.

Il est interdit d'exploiter en sous-cavant. Il y a sous-cavage dès qu'il est creusé, en vue de l'exploitation, au pied d'un front de manière à créer un surplomb.

Art. 7. Lorsque les caractéristiques des fronts le requièrent, l'agent responsable délimite la zone des fronts d'abattage et de découverte actifs et inactifs. Les travailleurs n'ont pas accès à cette zone. La largeur de cette zone est déterminée en tenant compte de la hauteur du front, de sa pente et de la nature du gisement.

Cette interdiction ne s'applique cependant pas aux engins mécaniques de chargement à condition que leur conducteur ne quitte pas le poste de conduite à l'intérieur de cette zone et que ce poste de conduite soit protégé. Elle ne s'applique pas non plus à des interven-

3° « exploitatiowerken », de werken die bijdragen tot de ontsluiting van de afzetting, zoals prospectie, blootlegging, winning, vervoer, verwerking, transformatie en valorisatie van de gedolven produkten en onderhoud;

4° « derde-bedrijf », het bedrijf dat in de graverij, groeve of aanhoorigheden vermeld in 1° werken uitvoert met personen die niet tot het personeel van de exploitant behoren.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op elke exploitant die voornemens is werknemers tewerk te stellen alsmede op de werknemers van de exploitant of van een derde-bedrijf.

Art. 3. Van de tewerkstelling van werknemers doet de exploitant aangifte bij de bevoegde hoofdingenieur-directeur der mijnen van de administratie van het mijnwezen.

Deze aangifte die moet worden gedaan vóór de eerste tewerkstelling van werknemers, vermeldt de procédés en de installaties die gebruikt zullen worden. Daarbij wordt gevoegd :

— een plan in twee exemplaren waarop de opstelling van die installaties vermeld wordt;

— de aanwijzingsbrief van de verantwoordelijke agent waarvan sprake in artikel 4, tweede lid.

De hoofdingenieur-directeur der mijnen verleent akte van aangifte. In dat bescheid, dat een voorafgaande voorwaarde ter tewerkstelling is, worden in voorkomend geval de bijzondere voorwaarden vermeld die nageleefd moeten worden inzake de veiligheid en de arbeidsvoorwaarden van die werknemers.

Een nieuwe aangifte is nodig in geval van belangrijke wijziging van de gebruikte procédés en installaties of na een onderbreking van de exploitatiowerken gedurende ten minste twee opeenvolgende jaren.

In de inrichtingen die volgens de regels worden geëxploiteerd op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit en waar werknemers zijn tewerkgesteld, geldt de toestemming of vergunning om te exploiteren als aangifte voor zover zij de voorwaarden omvat bestemd om de veiligheid van de werknemers te waarborgen.

Art. 4. De werken worden uitgevoerd onder het gezag van een verantwoordelijke agent aangewezen door de exploitant bij de hoofdingenieur-directeur der mijnen.

De brief die de aanwijzing van de verantwoordelijke agent bevat, wordt door deze agent voor goedkeuring medeondertekend.

De verantwoordelijke agent heeft als opdracht te waken over de naleving van dit besluit, en in het algemeen, van alle reglementeringen waarvan de administratie van het mijnwezen met de uitvoering belast is. Hij legt alle maatregelen op die voor de veiligheid van de werknemers en voor de verbetering van de arbeidsvoorwaarden noodzakelijk geacht worden, hetzij door hemzelf, hetzij op aanvraag van de hoofdingenieur-directeur der mijnen of van zijn afgevaardigde.

Hij kan zich laten bijstaan door een of meerdere adjuncten die rechtstreeks aan hem ondergeschikt zijn en van wie hij uitvoerig en schriftelijk de opdracht omschrijft die hij hun toebedeelt. Deze adjuncten medeondertekenen de opdracht voor aanvaarding.

De andere werken dan de exploitatiowerken, verricht door een derde-bedrijf, worden eveneens uitgevoerd onder het gezag van de in het eerste lid bedoelde verantwoordelijke agent; in dit geval kan deze laatste een persoon aangewezen door dit derde-bedrijf, volgens de bij het tweede lid bepaalde vorm, schriftelijk, geheel of gedeeltelijk met zijn bevoegdheden belasten.

Art. 5. De dekgrond moet worden weggenomen vóór de winning van de afzetting.

Wanneer de aanwezigheid van vegetatie een gevaar voor het personeel kan betekenen, wordt die vegetatie weggeruimd.

Het afgravingfront van de dekgrond wordt zodanig geprofileerd dat de hellingsbreuken, die instortingen aan de voet van het winningsfront tot gevolg kunnen hebben, vermeden worden. Tussen de voet van het afgravingfront en het winningsfront wordt een steunberm met een breedte ten minste gelijk aan twee meter in stand gehouden.

Art. 6. De hoogte en de helling van de winningsfronten worden bepaald door de verantwoordelijke agent om onverwachte grond- of gesteentinstortingen te vermijden.

Het is verboden om door ondergraving te ontginnen. Er is ondergraving zodra, met het oog op de winning, aan de voet van de helling derwijze gegraven wordt dat overhelling ontstaat.

Art. 7. Wanneer de karakteristieken van de fronten het vergen, bakt de verantwoordelijke agent de zone van de actieve en inactieve winnings- en afgravingfronten af. Tot die zone hebben de werknemers geen toegang. De breedte van die zone wordt vastgesteld in functie van de hoogte van het front, van zijn helling en van de aard van de afzetting.

Die bepaling is evenwel niet van toepassing op de mechanische laadmachines en op de voertuigen die met het laden bezig zijn, op voorwaarde dat de bestuurder de bestuurdersruimte niet verlaat binnen deze zone en dat de bestuurdersruimte beschermd is. Ze is

tions d'urgence à condition que celles-ci soient de très courte durée et effectuées sous la surveillance de l'agent responsable ou d'un de ses adjoints.

Art. 8. L'agent responsable ou une personne expérimentée désignée par lui assure une surveillance régulière pour apprécier la cohésion de la masse, déceler d'éventuelles fissures et peigner en cas de nécessité.

Cette surveillance est particulièrement renforcée avant toute reprise du travail, en période de gel, de dégel ou de fortes pluies et après tout arrêt de longue durée.

Art. 9. Le cas échéant, les écoulements d'eaux superficiels, y compris les eaux pluviales, sont canalisés de manière à ce qu'il ne puissent, en faisant irruption sur les fronts d'abattage ou de découverte, y provoquer des glissements de terres ou de pierres.

Art. 10. Les pistes, les rampes d'accès et les gradins sont de largeur suffisante, et offrent toutes garanties de stabilité; ils permettent l'évolution aisée des engins d'abattage, de chargement et de transport.

Aux endroits où, nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, des véhicules peuvent, en déviant fortuitement de leur trajectoire, tomber dans le vide, des butées de terre, de pierres ou d'autres matériaux sont aménagées.

Art. 11. S'il doit être procédé à des déversements de terres ou de pierres à partir du haut d'un talus ou d'un gradin, l'agent responsable prescrit des mesures en vue d'éviter la chute des engins utilisés; ces mesures visent notamment la distance minimum d'arrêt de ces engins par rapport au sommet du talus ou du gradin et l'aménagement éventuel de butées.

Art. 12. Lorsqu'une défectuosité mettant en danger la sécurité du personnel est constatée sur un véhicule d'abattage, de chargement ou de transport des mesures sont prises immédiatement pour parer au danger.

Les dispositifs de sécurité du matériel roulant font l'objet d'une vérification au moins trimestrielle par un agent qualifié. Il est tenu note de la date de cette vérification, des constatations faites et des réparations effectuées.

Art. 13. Il est interdit de désancrer les silos en y pénétrant par le bas. Lors d'une opération de désancrage par le haut, le préposé à ce travail est attaché par un harnais de sécurité fixé à une corde passée autour d'un point fixe et tenue tendue par un surveillant; il dispose dans la mesure d'un appui autre que la matière emmagasinée.

Peut également être admise pour le désancrage des silos toute autre méthode présentant une sécurité au moins équivalente et dont les modalités d'application font l'objet de consignes de la part de l'agent responsable.

Art. 14. Les digues des bassins de décantation sont construites suivant les règles de l'art. L'accès aux digues est fermé par des panneaux ou des clôtures; seules les personnes appelées par leur service sur les digues y ont accès.

Art. 15. Si du personnel est amené à travailler à proximité ou sur des plans d'eau présentant un risque de noyade, des ceintures ou vestes de sauvetage sont mises à sa disposition; l'agent responsable prescrit dans quels cas ces ceintures ou vestes doivent être utilisées.

Dans les mêmes circonstances une ou des bouées de sauvetage sont placées en des endroits désignés par l'agent responsable.

Art. 16. Le dégagement et l'accumulation de poussières, susceptibles de se répandre en des endroits où sont occupés des travailleurs, sont évités dans la plus large mesure possible.

Dans ce but, les procédés suivants pourront entre autres être utilisés: l'arrosage des produits, le capotage des installations, la mise en œuvre de dispositifs de captation équipés éventuellement de dépoussiéreurs.

En période de temps chaud et sec, les pistes servant au passage des véhicules sont, suivant les circonstances, nettoyées, arrosées, traitées avec un produit hygroscopique.

Art. 17. Toutes les fois que la protection des travailleurs le requiert, les installations dont le bruit est source de nuisance sont entourées de capots d'insonorisation ou placées à l'intérieur d'un bâtiment adéquat.

Dans le but de réduire la nuisance due au bruit, le matériel, dont notamment les pots d'échappement des moteurs à combustion interne, est maintenu en parfait état; le cas échéant, ces pots d'échappement sont munis de silencieux.

Art. 18. Les instructions de l'agent responsable faisant l'objet des articles 7, alinéa 1er, 11, 13, alinéa 2, et 15, alinéa 1er, sont portées préalablement par écrit à la connaissance du personnel.

ook niet van toepassing bij spoedinterventies, op voorwaarde dat ze van zeer korte duur zijn en uitgevoerd worden onder toezicht van de verantwoordelijke agent of van een van zijn adjuncten.

Art. 8. De verantwoordelijke agent of een door hem aangesteld ervaren persoon voert regelmatig een controle uit om de cohesie van de massa te beoordelen, om eventuele scheuren op te sporen en om indien nodig de losse stukken af te steken.

Deze controle dient bijzonder grondig te gebeuren vóór elke werkhervatting, bij vriesweer, bij dooi of zware regens en na elke langdurige onderbreking.

Art. 9. In voorkomend geval wordt de afloop van oppervlaktewater, met inbegrip van het regenwater, zodanig gekanaliseerd dat grond- of gesteenteverstuivingen, veroorzaakt door doorbraken van het winnings- of afgravingfront, vermeden worden.

Art. 10. De toegangsriestroken, de toegangshellingen en de treden zijn voldoende breed en bieden alle waarborgen van stabiliteit; ze moeten het mogelijk maken om de winnings-, laad- en transportmachines gemakkelijk te verplaatsen.

Op de plaatsen waar niettegenstaande de bepalingen van het voorgaande lid, de voertuigen naar beneden kunnen storten wanneer ze bij toeval van hun traject afwijken, worden stootblokken uit aarde, stenen of ander materiaal aangelegd.

Art. 11. Wanneer aarde of stenen vanaf een helling of een trapsgewijs aangelegde hoogte gestort moet worden, schrijft de verantwoordelijke agent maatregelen voor om te vermijden dat de gebruikte machines naar beneden storten; die maatregelen betreffen met name de minimale stilstandafstand van die voertuigen ten opzichte van de top van het talud of van de trede en de eventuele aanleg van stootblokken.

Art. 12. Wanneer een defect wordt vastgesteld in een winnings- of een transportmachine waardoor de veiligheid van het personeel in het gedrang komt, worden onmiddellijk maatregelen genomen om het gevaar af te wenden.

De beveiligingstoestellen van het rollend materieel worden ten minste elke trimester gecontroleerd door een bevoegd agent. De datum van die controle, de gedane vaststellingen en de uitgevoerde herstellingen worden schriftelijk bijgehouden.

Art. 13. Het is verboden de silo's te ontstoppen door er langs onder in te gaan. Tijdens een ontstopping langs boven draagt de aangestelde voor dit werk een veiligheidsknaal die wordt vastgemaakt aan een touw dat rond een vast punt is geslagen en door een toezichter wordt strakgehouden; hij moet voor zover mogelijk over een ander steunpunt beschikken dan de opgeslagen materie.

Elke andere methode om de silo te ontstoppen die minstens dezelfde veiligheid biedt en waarvan de toepassingsmodaliteiten vervat zijn in instructies vanwege de verantwoordelijke agent, mag eveneens aangewend worden.

Art. 14. De dijken van de klaarjuffers worden volgens de regels van het vak aangelegd. De toegang tot de dijken wordt met panelen of afsluitingen afgesloten; alleen de personen die om dienstredenen op de dijken horen te zijn, hebben toegang.

Art. 15. Als er personeel werkzaam is in de nabijheid van of op waterplassen die verdrinkingsgevaar inhouden, krijgt het de beschikking over reddingsgordels of zwemvesten; de verantwoordelijke agent bepaalt in welke gevallen die gordels of vesten gebruikt moeten worden.

In dezelfde omstandigheden worden een of meer reddingsboeien opgesteld op plaatsen die door de verantwoordelijke agent worden aangeduid.

Art. 16. Stofontwikkeling en stofophoping die zich kunnen verspreiden op plaatsen waar de werknemers tewerkgesteld zijn, dienen zoveel mogelijk vermeden te worden.

Daartoe kunnen onder meer de volgende procedés gebruikt worden: het besproeien van de produkten, het overkappen van de installaties, het gebruik van afzuigtoestellen, eventueel uitgerust met stofafscheiders.

Bij warm en droog weer worden de riestroken voor de voertuigen naargelang van de omstandigheden schoongemaakt, besproeid, met een hygroscopisch produkt behandeld.

Art. 17. Telkens wanneer het voor de bescherming van de werknemers nodig is, worden de installaties die geluidsoverlast veroorzaken, met geluidwerende kappen omringd of in een aangepast gebouw ondergebracht.

Om de geluidsoverlast te verminderen, wordt het materiaal en in het bijzonder de knalpotten van de motoren met inwendige verbranding in perfecte staat gehouden; zo nodig worden die knalpotten met geluidsdempers uitgerust.

Art. 18. De instructies van de verantwoordelijke agent beschreven in de artikelen 7, 1e lid, 11, 13, tweede lid, en 15, 1e lid worden vooraf schriftelijk meegedeeld aan het personeel.

Art. 19. Tous rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organismes de contrôle, de bureaux d'études ou d'experts, ayant trait à la sécurité des travailleurs et à leurs conditions de travail sont tenus à la disposition de l'administration des mines au siège d'exploitation.

Art. 20. L'exploitant a l'obligation de se conformer aux instructions que l'administration des mines jugera utile de lui donner en cours d'exploitation en vue d'éliminer les défauts constatés dans une installation, un aménagement ou des méthodes de travail qu'elle considère être une menace pour la sécurité des travailleurs.

Art. 21. Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 20 janvier 1976 relatif aux documents et informations à communiquer à l'administration des mines en cas d'accident, une information immédiate est donnée à l'administration des mines, par l'employeur ou son délégué, pour tout accident grave survenu dans l'entreprise.

Art. 22. Des dérogations aux prescriptions du présent arrêté peuvent être accordées ou renouvelées, pour une durée ne dépassant pas trois ans, par l'ingénieur en chef-directeur des mines. Celui-ci peut les révoquer à tout instant.

L'ingénieur en chef-directeur des mines peut subordonner le bénéfice d'une dérogation à l'observation de conditions qu'il détermine.

Ses décisions sont motivées.

La non-observation de l'une des conditions imposées entraîne de plein droit la suspension du bénéfice de la dérogation.

Art. 23. Un recours contre les décisions prises en application des articles 3, 20 et 22 est ouvert aux intéressés auprès du Ministre dont relève l'administration des mines dans un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ils ont pris connaissance de la décision. Le Ministre statue dans un délai de soixante jours après avoir pris l'avis de l'inspecteur général des mines.

Le recours contre les décisions prises en application des articles 3 et 22 n'est pas suspensif.

Le recours contre les décisions prises en application de l'article 20 est suspensif.

Art. 24. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan et Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,

E. DEWORME

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE ÉTRANGER
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 89 — 882

Accord européen sur le régime de la circulation des personnes entre des pays membres du Conseil de l'Europe et Annexe, signés à Paris le 13 décembre 1957 (1). — Déclaration

Déclaration consignée dans une lettre du Représentant permanent de la France, en date du 9 décembre 1988, enregistrée au Secrétariat général le 12 décembre 1988.

Original : Français.

A la suite des actes de terrorisme perpétrés à Paris à l'automne 1986, le gouvernement français avait dû, en septembre 1986, par une décision notifiée le 16 septembre 1986 au Secrétariat général du Conseil de l'Europe, suspendre l'application de l'Accord européen sur le régime de la circulation des personnes entre les pays membres du Conseil de l'Europe du 13 décembre 1957, en application des dispositions de son article 7.

(1) Voir note à la page suivante.

Art. 19. Alle verslagen, attesten en processen-verbaal uitgaande van de controle-organismen, studiebureaus of deskundigen die betrekking hebben op de veiligheid van de werknemers en op hun arbeidsvoorwaarden, worden in de bedrijfszetel ter beschikking gehouden van de administratie van het mijnwezen.

Art. 20. De exploitant is verplicht zich te houden aan de richtlijnen die de administratie van het mijnwezen hem tijdens de ontginning oplegt met het oog op het uitschakelen van gebreken vastgelegd in een installatie, in een inrichting of in werkmethode waarvan ze oordeelt dat de veiligheid van de werknemers erdoor in gevaar komt.

Art. 21. Overeenkomstig artikel 2 van het koninklijk besluit van 20 januari 1976 betreffende de documenten en inlichtingen aan de administratie van het mijnwezen te verstrekken ingeval zich een ongeval voordoet, wordt de administratie van het mijnwezen door de werkgever of zijn afgevaardigde onmiddellijk op de hoogte gebracht van elk ernstig ongeval dat zich in de onderneming voordoet.

Art. 22. Afwijkingen van de bepalingen van dit besluit kunnen door de hoofdinspecteur-directeur der mijnen verleend of hernieuwd worden voor een duur van ten hoogste drie jaar. Hij kan ze op ieder ogenblik herroepen.

De hoofdinspecteur-directeur der mijnen kan het voordeel van een afwijking doen afhangen van de naleving van de voorwaarden die hij bepaalt.

Zijn beslissingen zijn met redenen omkleed.

Indien een van de opgelegde voorwaarden niet wordt nageleefd, wordt het voordeel van de afwijking van rechtswege opgeschort.

Art. 23. De betrokkenen kunnen bij de Minister waartoe de administratie van het mijnwezen behoort, beroep aantekenen tegen de beslissingen welke met toepassing van de artikelen 3, 20 en 22 zijn genomen, binnen een termijn van dertig dagen vanaf de dag waarop zij van de beslissing kennis hebben genomen. Na het advies van de inspecteur-generaal der mijnen gehoord te hebben doet de Minister uitspraak binnen een termijn van zestig dagen.

Het beroep tegen de in toepassing van de artikelen 3 en 22 genomen beslissingen is niet opschortend.

Het beroep tegen de in toepassing van artikel 20 genomen beslissingen is opschortend.

Art. 24. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en het Plan en Onze Staatssecretaris voor Energie zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES

De Staatssecretaris voor Energie,

E. DEWORME

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 89 — 882

Europees akkoord betreffende het stelsel inzake het personenverkeer tussen de Lid-Staten van de Raad van Europa en Bijlage, ondertekend te Parijs op 13 december 1957 (1). — Verklaring

Verklaring vervat in een brief van 9 december 1988 van de Permanente Vertegenwoordiger van Frankrijk, geregistreerd bij het secretariaat-generaal op 12 december 1988.

Origineel : Frans.

Naar aanleiding van de daden van terrorisme die in de herfst van 1986 in Parijs werden gepleegd, zag de Franse regering zich verplicht, krachtens een beslissing die op 16 september 1986 ter kennis van de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa werd gebracht, de toepassing van de Europese Overeenkomst nopens het verkeer van personen tussen de Lid-Staten van de Raad van Europa van 13 december 1957 te schorsen, overeenkomstig het bepaalde in artikel 7.

(1) Zie noot volgende bladzijde.